

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales - mardi 6 décembre 2022

SOMMAIRE

- RDC : « Les rwandais massacrent les congolais, on a l'impression que la communauté internationale laisse faire le Rwanda » (Dénis Mukwege)
- Agression dans l'Est : les USA exhortent le Rwanda à honorer les engagements pris à Luanda en mettant fin à son soutien au M23
- Sud-Kivu : Les participants à la table ronde organisée par AFEM sur les Violences Basées sur le Genre s'engagent dans la lutte
- RDC : réunies à Kinshasa, des jeunes filles veulent faire entendre leur voix
- RDC – Marche contre l'agression rwandaise : L'église catholique dénonce le silence de la communauté internationale qui affiche une attitude « hypocrite »
- RDC : Félix Tshisekedi salue le soutien des états de la SADC contre l'agression rwandaise
- Soutien de l'UE au Rwanda : « Cette politique où on dit en paroles, nous respectons la souveraineté congolaise mais en réalité on l'entrave est inacceptable » (Député européen)
- Glencore va verser 180 millions USD pour le compte de ses sociétés liées en RDC et accusées de faits de corruption
- Processus de Nairobi : clôture des travaux ce lundi 5 décembre après 7 jours des consultations
- Lubumbashi : 2 morts dans des affrontements entre des jeunes de l'UDPS et de l'UNAFEC

1. DROITS HUMAINS

RDC : « Les rwandais massacrent les congolais, on a l'impression que la communauté internationale laisse faire le Rwanda » (Dénis Mukwege)

Dans une interview accordée à la radio Vatican, le prix nobel de la paix 2018, le gynécologue Denis Mukwege est largement revenu sur la situation sécuritaire et humanitaire qui prévaut dans l'Est de la République démocratique du Congo depuis plusieurs années. Militant des droits de l'homme, Denis Mukwege a accusé la communauté internationale de « *laisse faire le Rwanda* » dans les crimes qui se commettent en RDC. « *Aujourd'hui les Rwandais sont en train de massacrer les Congolais* », alerte Denis Mukwege qui affirme que le « Congo est agressé, le Congo subit une invasion, a subi l'invasion et aujourd'hui est occupé par les forces étrangères rwandaise associée aux terroristes du M23 ». Denis Mukwege, au nom de tous les Congolais, demande à la communauté internationale le respect du droit international humanitaire qui exige à tous les pays membres de l'ONU d'observer l'intégrité territoriale des autres Etats. « *Le Congo est agressé, le Congo subit une invasion, a subi l'invasion et aujourd'hui est occupé par les forces étrangères rwandaise associée aux terroristes du M23. Ce que nous demandons à la communauté internationale, c'est d'appliquer le droit international humanitaire qui demande à tous les États membres de Nation unies de pouvoir respecter la souveraineté, l'intégrité territoriale des autres Etats* », recommande Denis Mukwege.

RDC – Marche contre l'agression rwandaise : L'église catholique dénonce le silence de la communauté internationale qui affiche une attitude « hypocrite »

Les fidèles catholiques de toute la République démocratique du Congo, en réponse à l'appel des évêques catholiques, ont manifesté par milliers, afin de dénoncer l'agression rwandaise et soutenir les FARDC. L'église catholique se dit inquiète de la détérioration continue de la situation sécuritaire et saintaire que traverse la RDC. « *Nous voulons dénoncer, entre autres, la guerre d'agression imposée par le Rwanda et même l'Ouganda sous couvert du mouvement terroriste appelé M23, le silence de la communauté internationale qui affiche une attitude complaisante, hypocrite, qui frise la complicité. Sa responsabilité est engagée vis-à-vis des multinationales et les pays prédateurs de nos richesses naturelles qui cherchent la balkanisation de notre pays à savoir : les USA, la France, la Belgique et autres pays. Nous dénonçons aussi l'attitude de certaines organisations internationales telles que la MONUSCO, l'ONU, l'Union européenne, l'EAC qui ne jouent pas franc jeu* » a dit l'abbé Aimé Lusambo Curé, doyen du Doyenné Saint François à Kintambo Magasin, point de chute de la marche dudit Doyenné.

Sud-Kivu : Les participants à la table ronde organisée par AFEM sur les Violences Basées sur le Genre s'engagent dans la lutte

Les cadres de base, les représentants des associations de la société civile, les professionnels des médias s'engagent à combattre les Violences Sexuelles et celles Basées sur le Genre. Un engagement prit à l'issue d'une table ronde organisée par

l'Association des Femmes des Médias, AFEM en partenariat avec INTERNEWS. Une activité organisée en marge des 16 jours d'activisme contre les Violences Basées sur le Genre. Au cours de cette table ronde, les intervenants sont revenus sur le contenu de la Stratégie Nationale de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre, loi spécifique VBG, les conséquences de ces violences, les défis et actions à prendre pour lutter efficacement,... Dans sa présentation sur le contenu de la Stratégie Nationale de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre, maître Aimée MATABARO a fait savoir que la vision de la Stratégie est notamment d'avoir une société où aucune fille, aucun garçon est épargné de ces violences,... Elle fait savoir que l'approche vise aussi à se rassurer que les auteurs de ces violations sont punis et que les victimes sont rétablies dans leurs droits,... Par ailleurs, celle-ci fait savoir que l'objectif est coordonné les actions de lutte, de mobiliser le fonds, de prévenir ces violences, de renforcer l'autonomisation de la femme c'est-à-dire lui donner le pouvoir d'agir et de décider. « ...La Stratégie vise aussi à renforcer la capacité du ministère du Genre dans la lutte, d'impliquer davantage les communautés dans la lutte, ce qui passe notamment par la dénonciation des cas de ces violences,... » confie Aimée MATABARO

2. DROITS DES FEMMES

Sud-Kivu : le système Femme au Fone enregistre plus de 175 messages des VSB d'août à octobre

L'association des Femmes des médias a enregistré plus de 175 cas de violences conjugales et celles basées sur le genre d'août en octobre grâce à son système Femme au Fone. Ces statistiques ont été révélées au cours d'une table ronde sur "l'amélioration des connaissances des leaders communautaires sur la stratégie de lutte contre les violences sexuelles et celles basées sur le genre dans leurs milieux." Des femmes de l'ensemble des territoires de la province du Sud-Kivu ont envoyé des messages à propos des violences sexuelles dont elles ont fait l'objet. " AFEM continue à interagir avec les femmes à la base à travers le système Femme au Fone. Les données collectées pour la période d'août à octobre 2022 font état de 175 messages dont 40 cas de violences liées à l'ivresse du mari, 45 cas de violences domestiques, 10 cas des viols et d'autres cas de violences économiques et violences psychologiques" précise ce rapport.

RDC : les cas de violences sexuelles liées au conflit en légère augmentation

Au cours du mois d'octobre, les cas de violences sexuelles liées au conflit, sur des victimes adultes ont montré une légère augmentation par rapport à septembre, a rapporté mercredi le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) en République démocratique du Congo. Dans son communiqué, il dit avoir enregistré au moins 38 femmes, victimes adultes, au cours du mois en revue, contre 31 au mois de septembre 2022. Aussi, au cours du mois d'octobre 2022, la Section de la

protection de l'enfant de la MONUSCO a documenté et vérifié 102 violations graves des droits de l'enfant dans le cadre des conflits armés en République démocratique du Congo, ce qui représente une diminution de 50% par rapport au mois de septembre (203). Le recrutement et l'utilisation des enfants sont restés la violation la plus fréquente (52), suivi par le meurtre et la mutilation (36), l'enlèvement (huit), les attaques contre les écoles et hôpitaux (quatre) et les violences sexuelles (deux)

RDC : réunies à Kinshasa, des jeunes filles veulent faire entendre leur voix

Le Forum des filles de la RDC, organisé par le Ministère du Genre, en partenariat avec le ministère de la Jeunesse, le ministère des Affaires Sociales et l'UNICEF a été lancé le 29 novembre à Kinshasa. Cet évènement offre sur trois jours, l'opportunité à 100 adolescentes et jeunes femmes âgées de 13 à 24 ans, de toute la RDC et de l'Afrique, d'être informées sur leurs droits et les enjeux qui leur tiennent à cœur mais aussi d'être inspirées et équipées pour atteindre leur plein potentiel en vue de leur autonomisation. « Les filles débordent de talent et de créativité mais leurs rêves et leur potentiel sont souvent minés par la discrimination, la violence et l'inégalité des chances. L'UNICEF plaide pour que des actions innovantes soient mises en place pour autonomiser les filles et les inciter à devenir des actrices du changement », a relevé Marie-Pierre Poirier, Directrice Régionale de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. A Gisèle Ndaya Luseba, Ministre du Genre, Famille et Enfant d'ajouter, « Le Forum des Filles de la RDC est une première dans le pays. L'objectif ultime est d'inspirer et outiller ces jeunes filles à parler de leurs besoins, intérêts et ambitions et revendiquer leurs droits au sein de leurs communautés respectives à travers le pays ». Placé sous le slogan « Je suis ici pour être entendue », le Forum des Filles a l'ambition de permettre aux filles de bénéficier d'un espace sûr et d'un environnement favorable pour exprimer librement leurs idées sans jugement et pour développer la confiance en elles et en leurs capacités.

3. SITUATION POLITIQUE

RDC : Félix Tshisekedi salue le soutien des états de la SADC contre l'agression rwandaise

Le Président de la République salue le soutien des Etats de la SADC dans l'agression perpétrée par le Rwanda sous-couvert du M23. Felix-Antoine Tshisekedi l'a dit ce lundi à l'occasion de l'ouverture de la 52ème assemblée plénière du Forum parlementaire de la SADC qui se tient à Kinshasa du 5 au 11 décembre 2022. Le thème de cette session est « rôle des parlements dans le renforcement des cadres législatifs pour assurer la paix et la sécurité dans la région de la SADC ». Vous pouvez écouter le Chef de l'Etat congolais dans cet extrait :

Soutien de l'UE au Rwanda : « Cette politique où on dit en paroles, nous respectons la souveraineté congolaise mais en réalité on l'entrave est inacceptable » (Député européen)

La situation sécuritaire dans l'Est de la République démocratique du Congo, s'est désormais invitée au sein du Parlement européen depuis quelques jours. Après la sortie médiatique du samedi 3 décembre dernier de la députée européenne Maria Arena, au sujet du soutien financier de l'Union européenne à l'armée rwandaise, c'est le tour du député européen du Parti du travail de Belgique (PTB), Marc Botenga, qui au cours d'une plénière du Parlement européen a chargé le pays de Paul Kagame, d'être l'instigateur de massacres perpétrés dans l'Est de la RDC. *« Le gouvernement rwandais soutien les rebelles du M23. Les rebelles qui sèment la terreur, la mort en République démocratique du Congo, notamment à l'Est, où ce conflit a déjà fait des millions de morts. Nous savons donc toute la responsabilité du gouvernement rwandais et alors que fait l'Union européenne ? Que font les pays européens ? On s'attendait à des sanctions, c'est la réponse que l'Union européenne a souvent quand on voit ce genre d'action de la part d'un pays contre un autre »*, a déclaré Marc Botenga.

Glencore va verser 180 millions USD pour le compte de ses sociétés liées en RDC et accusées de faits de corruption

Le groupe Glencore versera 180 millions USD pour le compte de ses sociétés liées en RDC, accusées de faits de corruption pour toutes les actions présentes mais aussi futures pour des faits entre 2007 et 2018. Un accord a été trouvé entre la RDC et le groupe Glencore sur les accusations de corruption qui pesaient sur le géant minier suisse. Ces informations sont contenues dans un communiqué de presse rendu public ce lundi 5 décembre. Ce communiqué précise que cet accord porte notamment sur des activités de certaines filiales du groupe qui ont déjà fait l'objet de diverses investigations notamment par la justice américaine, la Cellule nationale des renseignements financiers ainsi que le ministère de la Justice de la RDC. Le géant minier suisse s'engage également à déployer en RDC le programme d'Éthique et de conformité. En 2018, Glencore avait été assigné par le département américain de la justice dans le cadre d'une vaste enquête pour corruption liée à ses activités au Nigeria, au Venezuela et en RDC.

Processus de Nairobi : clôture des travaux ce lundi 5 décembre après 7 jours des consultations

Le troisième round du processus pour la paix dans l'Est de la RDC se clôture ce lundi 5 décembre dans l'après-midi au Safari Park Hôtel de Nairobi. Cet avant-midi, les différentes délégations congolaises ont eu droit à deux exposés. Le premier est celui du commandant des troupes de l'EAC déployées en RDC, le général Jeff Nyangah qui a réaffirmé l'engagement de ses troupes à travailler pour le retour de la paix dans l'Est de la RDC. Au cours de cet exposé, Il a déclaré : « La rébellion du M23 ne prendra jamais la ville de Goma ». Le deuxième exposé a été fait par l'ambassadeur kenyan, Mohamed Goyo qui a partagé son expérience sur la résolution des conflits. Il a insisté sur le dialogue entre les parties en conflit. Il est encore prévu cet après-midi, une plénière en présence de l'ancien président Kenyan et facilitateur de l'EAC pour le processus de Nairobi, Uhuru Kenyatta.

4. SECURITE

Agression dans l'Est : les USA exhortent le Rwanda à honorer les engagements pris à Luanda en mettant fin à son soutien au M23

Le Secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken s'est de nouveau entretenu ce lundi 05 décembre 2022 avec le Président rwandais Paul Kagame sur la situation sécuritaire qui prédomine dans la partie orientale de la République Démocratique du Congo, marquée par le soutien de Kigali au mouvement terroriste du M23 qui occupe plusieurs agglomérations du Nord-Kivu, y commettant aussi des exactions, notamment le carnage d'une centaine de civils à Kishishe en date du 29 novembre dernier. Au cours de cette conversation « productive » selon le Secrétaire d'Etat américain, les USA ont clairement exhorté le Rwanda de mettre fin à son soutien au M23. « J'ai eu une conversation productive avec le président rwandais Paul Kagame pour souligner le besoin de paix et de sécurité dans l'est de la RDC. Les États-Unis exhortent le Rwanda à honorer les engagements pris à Luanda, notamment en mettant fin au soutien du Rwanda au M23 », a écrit le chef de la diplomatie américaine sur son compte Twitter.

Lubumbashi : 2 morts dans des affrontements entre des jeunes de l'UDPS et de l'UNAFEC

Deux jeunes ont trouvé la mort, lundi 5 décembre à Lubumbashi (Haut-Katanga) dans des affrontements entre les jeunes des partis politiques, Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et ceux de l'Union des nationalistes démocrates et fédéralistes (UNAFEC). Ces incidents ont eu lieu dans la commune de la Kenya.

L'Institut de recherche en droits humains (IRDH), une ONG de défense des droits de l'homme fustige ces actes qui ont paralysé les activités socio-économiques dans plusieurs quartiers.

« Nous sommes vivement préoccupés par la violence meurtrière des jeunes des partis politiques UDPS contre ceux de l'UNAFEC qui vient d'occasionner la mort d'au moins deux personnes dans la commune de la Kenya. Une telle barbarie expose la province du Haut-Katanga à plus des violations des droits humains, encore des morts et de blessés et de déplacement interne de la population », a déploré le responsable de l'IRDH, Hubert Tshiswaka. Il demande au gouvernement provincial de s'impliquer pour mettre fin à cette anarchie qui n'a que trop duré, selon lui.

Équipe de la Maison des Droits de l'Homme du Centre Carter Pour nous contacter directement
infomdhcongo@cartercenter.org
<https://vlfcongo.org/> www.cartercenter.org
(+243) 81 709 83 29 372, Av. Colonel Mondjiba, Concession Immotex Bâtiment 9B C/ Ngaliema, Kinshasa
République Démocratique du Congo